

Canada - United States
Inter-Parliamentary Group
Canadian Section



Groupe interparlementaire
Canada - États-Unis
Section canadienne

**Rapport de la délégation parlementaire canadienne
concernant sa participation à la 66^e réunion annuelle
de la « *Southern Legislative Conference* » (SLC) du
« *Council of State Governments* »**

Groupe interparlementaire Canada-États-Unis

**Charleston, Virginie-Occidentale, États-Unis
du 28 juillet au 1^{er} août 2012**

Rapport

MEMBRES ET PERSONNEL DE LA DÉLÉGATION

Du 28 juillet au 1^{er} août 2012, M. John Carmichael, député, vice-président du Groupe interparlementaire Canada-États-Unis (GIP), a représenté la Section canadienne du GIP dans le cadre de la 66^e réunion annuelle de la « *Southern Legislative Conference* » (SLC) du « *Council of State Governments* » qui a eu lieu à Charleston, en Virginie-Occidentale. Les sénateurs Céline Hervieux-Payette, C.P. et Bob Runciman faisaient également partie de la délégation. La délégation était accompagnée de Mme June Dewetering, conseillère principale de la section canadienne.

L'ÉVÉNEMENT

Créée en 1947, la SLC rassemble les législateurs de 15 États du sud des États-Unis (voir annexe). Elle a pour mission de promouvoir et d'encourager la coopération intergouvernementale entre les États membres.

Les six comités de la SLC – Agriculture et Développement rural, Développement économique, Transport et Affaires culturelles, Éducation, Énergie et Environnement, Affaires fiscales et Opérations gouvernementales, et Services sociaux et Sécurité publique – ainsi que le *Gulf Coast & Atlantic States Task Force*, se sont réunis à l'occasion de cette 66^e réunion annuelle. De plus, des séances plénières ont eu lieu et un projet communautaire d'emballage d'aliments a été terminé.

ACTIVITÉS DANS LE CADRE DE L'ÉVÉNEMENT

Lors de cette 66^e réunion annuelle, il y a eu, entre autres, des séances plénières. Certains sujets abordés étaient abordés par plus d'un comité :

- Séances plénières et activités :
 - Homer Hickam
 - Jennifer Garner et Mark Kennedy Shriver
 - SLC/Mark Norris - Campagne de lutte contre la faim : Un projet communautaire d'emballage d'aliments
 - Séance plénière législative et fiscale
- Comité de l'Agriculture et du Développement rural :
 - Espèces envahissantes
 - Mise à jour sur le Farm Bill
 - Promotion du commerce agricole et des États
 - Impact des mauvaises herbes résistantes aux herbicides

- Comité du Développement économique, du Transport et des Affaires culturelles :
 - Évolution du rôle des banques d'infrastructure des États : Leçons retenues des États
 - Loi fédérale sur l'autorisation relative au transport de surface : Le point de vue de la Virginie-Occidentale
 - Être concurrentiel sur les marchés intérieur et international dans une période difficile sur le plan financier : L'approche de la Virginie-Occidentale
 - Impact de l'infrastructure sur la croissance économique
- Comité de l'Éducation :
 - État de préparation des collèges : Le point sur le projet de loi 1 du Sénat du Kentucky
 - Réforme financière de l'éducation supérieure : Leçons retenues du Tennessee
- Comité de l'Énergie et de l'Environnement :
 - Sécurité énergétique et développement économique : L'avenir de l'infrastructure
 - Percées technologiques dans le domaine des carburants renouvelables
 - Combustibles fossiles et le rôle des nouvelles technologies
 - Digeste 2012 de la Commission de l'énergie des États du Sud
- Comité des Affaires fiscales et des Opérations gouvernementales :
 - Amélioration de la situation financière des régimes Medicaid des États : Leçons retenues de la Virginie
 - Élargir ou non la portée des régimes Medicaid des États et la *Loi sur les soins abordables*
 - Uniformisation des règles : Les achats en ligne versus les achats en magasin
 - Soutenir financièrement le Fonds d'assurance-emploi de l'État : Tendances récentes en Virginie
 - Présentation des rapports de données comparatives
- Gulf Coast & Atlantic States Regional Task Force :
 - Techniques modernes dans le domaine de la Sécurité intérieure et de la Gestion des urgences
- Comité des Services sociaux et de la Sécurité publique :
 - Amélioration de la situation financière des régimes Medicaid des États : Leçons retenues de la Virginie
 - Élargir ou non la portée des régimes Medicaid des États et de la *Loi sur les soins abordables*
 - Réinvestissement de la justice : Stratégies visant à réduire la récidive et les coûts des services correctionnels

OBJECTIFS DE LA DÉLÉGATION À L'ÉVÉNEMENT

Le Canada et les 15 États membres de la SLC entretiennent une relation mutuellement bénéfique, puisque le Canada constitue, pour la majorité de ces États, le principal marché d'exportation. Selon des données publiées récemment, plus de 2,8 millions d'emplois dans ces États dépendent des échanges commerciaux entre le Canada et les États-Unis, qui s'élèvent à environ 103,1 milliards de dollars US par année; leurs exportations au Canada ont totalisé plus de 54 milliards de dollars US et leurs importations de chez nous ont atteint plus de 49 milliards de dollars US. Les visites sont également fréquentes. Récemment, au cours d'une période de 12 mois, plus de 6,5 millions de visiteurs canadiens se sont rendus dans les États du SLC et y ont dépensé plus de 4,8 milliards de dollars US, tandis que plus de 1,7 million de visiteurs des États du SLC ont visité le Canada et y ont dépensé près de 1,3 milliard de dollars.

Lors de cet événement, les membres de la délégation canadienne ont fait comprendre aux législateurs de ces États la nature, l'ampleur et l'importance de la relation entre le Canada et les États du sud des États-Unis. Ils ont également souligné des secteurs propices à de nouvelles collaborations et coopérations et au maintien des efforts de collaboration et de coopération en cours.

Le présent rapport offre un résumé des présentations faites lors des séances plénières et d'autres séances.

RÉSUMÉ DES PRÉSENTATIONS

ESPÈCES ENVAHISSANTES

G. Keith Douce, *Université de la Géorgie*

- Il est important d'identifier les espèces envahissantes et de les traiter rapidement.
- Une espèce envahissante est une graine, un œuf, une spore ou tout autre agent biologique qui n'est pas indigène de l'écosystème concerné et qui est susceptible de causer des dommages.
- Les frontières géographiques, politiques ou autres sont sans importance lorsqu'il est question des espèces envahissantes.
- Les espèces envahissantes peuvent être introduites de différentes façons, notamment par l'entremise d'animaux domestiques et d'échanges commerciaux. En ce qui concerne les échanges commerciaux, il faut évaluer les avantages économiques de ces échanges en fonction du coût associé à la présence d'espèces envahissantes.

- Les espèces envahissantes sont introduites et se répandent de plus en plus rapidement, mais nous le savions déjà.
- Les organismes de réglementation fédéraux ont certaines responsabilités relativement aux espèces envahissantes, mais trop peu d'inspections sont faites aux frontières.
- Seulement 1 % des espèces envahissantes introduites s'implantent. Il peut s'écouler une dizaine d'années, voire des siècles, avant qu'une espèce envahissante ne devienne un problème.
- Il existe plus de 2 700 espèces envahissantes préoccupantes aux États-Unis.
- Il faut suivre plusieurs étapes pour réussir à traiter un problème d'espèce envahissante : évaluations et analyse des risques; prévention; détection précoce; réaction rapide et élimination; contrôle et gestion; rétablissement; recherche; évaluation et sensibilisation du public.
- Les espèces envahissantes proviennent souvent de l'Asie, notamment de l'Asie du Sud-Est.
- Les espèces envahissantes ont des conséquences sur la santé, l'environnement et l'économie, entre autres.
- Les États devraient collaborer, coopérer et coordonner leurs efforts, car les espèces envahissantes voyagent au-delà des frontières.
- Les États devraient se doter d'un plan d'action relatif aux espèces envahissantes, d'un fonds dédié à la lutte contre les espèces envahissantes et d'un plan de prévention.

MISE À JOUR SUR LE FARM BILL

Bob Tabb, *Virginie-Occidentale*

- Le prochain Farm Bill sera « souple »; le projet de loi du Sénat se concentre sur le volet « revenu », alors que celui de la Chambre des représentants se concentre sur la « marge historique ».
- Les opinions politiques « s'introduisent » souvent dans la chaîne alimentaire.
- La géographie constitue le plus gros problème par rapport au Farm Bill.
- Avec la sécheresse qui sévit actuellement dans certaines régions des États-Unis, les membres du congrès réalisent l'importance d'adopter des programmes de protection agricole.
- L'agriculture est importante pour les États-Unis et le reste du monde; sans nourriture, il ne peut y avoir de démocratie.
- Outre le Farm Bill, les autres lois, comme celles sur le transport, ont un impact sur l'agriculture.

- Les agriculteurs sont des environmentalistes pratiquants.

AMÉLIORATION DE LA SITUATION FINANCIÈRE DES RÉGIMES MEDICAID DES ÉTATS : LEÇONS RETENUES DE LA VIRGINIE

Bill Hazel, *Virginie*

- Medicaid coûte beaucoup d'argent au gouvernement fédéral.
- Le nombre de citoyens admissibles au régime Medicaid a augmenté, notamment en raison de la dernière récession et des services élargis.
- La saisie associée au *Budget Control Act of 2011* causera des problèmes considérables à certains États.
- Certains États sont aux prises avec un problème de fraude du régime Medicaid.
- La gestion des soins est un moyen très efficace de gérer les coûts.

ÉLARGIR OU NON LA PORTÉE DES RÉGIMES MEDICAID DES ÉTATS ET LA LOI SUR LES SOINS ABORDABLES

Chris Whatley, *Council of State Governments*

- La *Loi sur les soins abordables 2010* a été adoptée avec justesse par le Congrès; certains États et certaines entreprises l'ont contesté; le 28 juin 2012, la Cour suprême a rendu sa décision dans le dossier.
- Le département de la Santé et des Services sociaux fera probablement preuve de souplesse et laissera les États prendre leurs propres décisions.
- Bon nombre d'Américains n'aiment pas la *Loi sur les soins abordables*; si les États conviennent d'accepter les échanges, elles « s'approprient » alors la responsabilité de la loi et l'animosité qui règne déjà au Congrès.

SÉCURITÉ ÉNERGÉTIQUE ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE : L'AVENIR DE L'INFRASTRUCTURE

Tristan Sanregret, *gouvernement de l'Alberta*

- L'Alberta possède de grandes réserves de pétrole et de gaz et certaines infrastructures sont nécessaires à leur exploitation, notamment des pipelines permettant d'acheminer le produit vers les États-Unis. Il faut améliorer la capacité des pipelines.
- L'Alberta extrait du pétrole des sables bitumineux depuis les années 1960 et l'exporte depuis 20 ans.

- Le pétrole canadien, une source d'énergie sûre et sécuritaire, constitue la principale source de pétrole des États-Unis.
- Il existe une synergie énergétique « incroyable » entre le Canada et les États-Unis; le gouvernement du Canada perçoit une taxe, le gouvernement de l'Alberta reçoit une redevance et les experts-conseils et les fournisseurs de pièces américains, entre autres, profitent des échanges commerciaux dans ce secteur.
- 1 000 sociétés américaines jouent un rôle dans la chaîne d'approvisionnement du pétrole canadien.
- Il y a une forte possibilité que le pétrole et le gaz canadiens soient acheminés sur la côte du golfe du Mexique afin de satisfaire à la demande énergétique remplaçant ainsi le pétrole et le gaz provenant du Venezuela et du Mexique.
- Le projet de pipeline Keystone XL entraînerait la création d'un nombre considérable d'emplois aux États-Unis.
- L'Alberta doit trouver de nouveaux marchés pour son pétrole, peu importe où.
- Si le pétrole de l'Ouest canadien était acheminé vers la côte Est du pays, il pourrait servir à satisfaire aux besoins des États de la Nouvelle-Angleterre.
- Le marché est en hausse, et le pétrole trouvera preneur.
- Le pétrole peut être transporté par voie ferrée, par camion, par voie maritime ou par pipeline.

Jim Dunlap, *Jim Dunlap Consultants*

- Les emplois liés au pipeline sont des emplois syndiqués qui entraînent la création d'autres emplois dans les restaurants et les hôtels, entre autres.
- Le marché pour le raffinage du pétrole se trouve sur la côte du golfe du Mexique qui offre plusieurs possibilités pour le Canada.
- Selon le tracé révisé convenu, le pipeline Keystone XL devrait passer par le Nebraska. Lors d'une séance extraordinaire, la législature du Nebraska a approuvé ce nouveau tracé.

**PERCÉES TECHNOLOGIQUES DANS LE DOMAINE DES CARBURANTS
RENOUVELABLES**

Randy Wolfe, *Balcones Resources*

- L'Agence de protection environnementale des États-Unis recommande trois moyens de réduire les déchets dans les sites d'enfouissement : la réduction à la source et le réemploi; le recyclage et le compostage; la récupération d'énergie.

- Les « déchets », c'est ce qui reste après le recyclage; la valeur de ce produit résiduel dépend des coûts nécessaires à sa transformation en un produit utile.
- La nature du « déchet » a changé avec les années; par exemple, autrefois, le café était vendu dans des contenants métalliques, ensuite dans des contenants en plastique. Aujourd'hui, il est emballé sous vide dans un emballage en plastique multicouche plus difficile à recycler.
- La récupération de l'énergie constitue un élément important pour la sécurité et la reprise économique des États-Unis.

RÉFORME FINANCIÈRE DE L'ÉDUCATION SUPÉRIEURE : LEÇONS RETENUES DU TENNESSEE

David Wright, *Commission de l'enseignement supérieur du Tennessee*

- L'éducation ouvre la porte à un meilleur revenu et à une meilleure qualité de vie. Les États où la population est plus instruite tendent à obtenir de meilleurs résultats.
- Le Tennessee a adopté une nouvelle formule de financement pour l'éducation supérieure. La formule précédente s'appuyait sur le nombre d'inscriptions. Le seul incitatif était donc d'accroître ce nombre. Par conséquent, la croissance des institutions dépendait de facteurs géographiques et démographiques.
- Grâce à l'initiative de bourse d'études accordée selon le principe de la loterie, les fonds ont été remis principalement à des étudiants qui, de toute façon, auraient poursuivi leurs études postsecondaires; on assume un pourcentage de moins en moins élevé des droits de scolarité.
- En raison des réalités fiscales du Tennessee, il y avait moins de fonds disponibles pour l'exploitation des établissements d'enseignement, alors que les inscriptions et les coûts étaient en hausse. Il fallait adopter une nouvelle vision en matière d'éducation postsecondaire au Tennessee.
- Aujourd'hui, le Tennessee utilise une formule de financement axée sur les résultats dont le but principal est d'accroître la réussite scolaire; les établissements d'enseignement se spécialisent afin de réduire le dédoublement de programmes et de services; l'orthopédagogie et les études de perfectionnement ne peuvent plus être offertes dans des établissements d'enseignement publics; le réseau de collèges communautaires fonctionne comme un système; et des partenariats régionaux en matière de recherche ont été conclus.
- Le fait d'avoir d'excellents établissements d'enseignement ne veut pas nécessairement dire que l'on pourra satisfaire aux besoins de l'État.

- Grâce à la formule de financement axée sur les résultats, il existe maintenant une structure de pondération unique pour chaque résultat et chaque campus. Les résultats sont le reflet des différentes missions des établissements.

Russ Deaton, *Commission de l'enseignement supérieur du Tennessee*

- En 2010, le Tennessee a adopté la *Complete College Tennessee Act*. Cette loi a permis la réforme, notamment, du processus de transfert des étudiants, de la collaboration en matière de recherche et de la formule de financement.
- La formule de financement axée sur les résultats est utilisée depuis maintenant deux ans au Tennessee. Cette approche est directement liée aux objectifs en matière de réussite scolaire.
- Le Tennessee a remplacé sa formule de financement axée sur l'inscription par une formule axée sur les résultats. Il existe maintenant une structure de pondération propre à chaque établissement qui reflète leur mission.
- Le nombre d'heures de cours par étudiant, le nombre de diplômes remis et les sommes affectées à la recherche figurent parmi les objectifs à atteindre pour les universités.
- Le nombre d'heures de cours par étudiant, le nombre de certificats octroyés et de placements en emploi figurent parmi les objectifs à atteindre pour les collèges communautaires.
- Chaque année, tous les fonds offerts par l'État sont en jeu, c'est-à-dire qu'aucun établissement d'enseignement n'est garanti d'un montant minimal en fonction des sommes accordées au cours des années précédentes. Essentiellement, les fonds sont affectés en fonction des résultats atteints par les établissements.
- De par sa nature, le droit de scolarité constitue un modèle de financement axé sur l'inscription.

SÉANCE PLÉNIÈRE

Homer Hickam, *auteur*

- Pour écrire ses mémoires, un auteur doit avoir des parents intéressants, avoir grandi dans un endroit intéressant et, idéalement, avoir vécu à une époque intéressante pour cet endroit.
- Les sociétés doivent renouer les liens historiques avec leurs employés et la communauté où elles mènent leurs activités.
- Les gens devraient défendre ce en quoi ils croient, être fiers de qui ils sont, et avoir confiance en Dieu, mais se fier à eux-mêmes.

PROMOTION DU COMMERCE AGRICOLE ET DES ÉTATS

Charles Green, *Virginie*

- Les secteurs forestier et de l'agriculture sont les deux plus importants secteurs de la Virginie. Ensemble, ils procurent près de 500 000 emplois grâce aux activités de production ainsi qu'une valeur ajoutée à l'État, en plus d'entraîner la création de nouveaux secteurs. Ces deux secteurs contribuent près de 80 millions de dollars par année à l'économie de la Virginie : 55 milliards pour le secteur de l'agriculture et 24 milliards pour le secteur forestier.
- Les exportations entraînent la création d'emplois et de possibilités. Le salaire des emplois liés à l'exportation est en moyenne 15 % plus élevé que les autres emplois.
- Chaque dollar de la valeur des exportations représente 1,40 \$ pour les secteurs du traitement, de l'emballage, du financement et de l'expédition.
- Il est important d'acheter des produits locaux, mais aussi de vendre ses produits localement, de créer des partenariats solides avec le secteur privé, et de tirer profit des divers marchés et portefeuilles de produits.
- Le soja, les grains et les produits de la viande soutiennent la croissance de la valeur des exportations agricoles de la Virginie, tout comme l'Asie et l'Afrique de Nord.
- Les principales exportations agricoles de la Virginie sont : le soja, le tourteau de soja, l'huile de soja, le grain, le porc, la volaille, les feuilles de tabac, les produits ligneux, les corps gras, le coton, les fruits de mer et les produits de l'aquaculture, les fruits et légumes frais, les cuirs et les peaux, les produits alimentaires transformés, les breuvages et les produits d'équarrissage.
- La diversité de ses produits explique en partie la grande diversité des marchés d'exploitation de la Virginie.
- La réussite globale de la Virginie repose, en partie, sur la diversité des produits offerts par les producteurs et agriculteurs, la position géographique stratégique de l'État, des systèmes de transport de renommée internationale, un climat favorable au commerce, la reconnaissance de l'importance de l'exportation par le secteur public et l'intégration totale des secteurs agricole et forestier au développement économique de l'État et au plan stratégique de création d'emplois.
- La Virginie emploie plusieurs stratégies pour accroître ses exportations agricoles, dont : conclure des partenariats solides avec le secteur privé; maintenir une présence forte dans les marchés matures et bien établis; poursuivre des possibilités de croissance dans les nouveaux marchés; développer des opportunités d'affaires dans les marchés « non conventionnels »; préserver les terres agricoles; maintenir la rentabilité de l'agriculture.

- La Virginie fournit de nouveaux fonds à des représentants commerciaux dans des marchés clés, organise des missions agricoles dans certains pays pour les gouverneurs et le secrétaire de l'agriculture, préconise l'adoption de politiques commerciales ouvertes et équitables, et lutte contre les obstacles artificiels au commerce international.

IMPACT DES MAUVAISES HERBES RÉSISTANTES AUX HERBICIDES

Bob Nichols, *Cotton Incorporated*

- La « résistance des mauvaises herbes » se définit comme « la capacité d'une mauvaise herbe de survivre et de se reproduire après avoir été traitée avec un herbicide qui permettrait de contrôler une espèce agricole non sélectionnée. »
- La résistance aux herbicides est un problème qui risque de s'aggraver avant de s'améliorer. Bien entendu, si l'on ne fait rien, il s'aggravera.
- Un mécanisme d'action à base d'herbicides consiste à utiliser un herbicide pour contrôler une mauvaise herbe. Il existe 16 mécanismes du genre. Habituellement, les mauvaises herbes résistent à tous les herbicides utilisés dans le cadre du même mécanisme.
- Le contrôle des mauvaises herbes devrait se faire à l'aide de produits complémentaires.
- Aucun nouvel herbicide n'est en cours d'élaboration, et le dernier mécanisme d'action a été introduit il y a plus de 20 ans. Par conséquent, dans l'immédiat, il faudra se fier aux herbicides existants.
- Le nombre de mauvaises herbes résistantes à plus d'un mécanisme d'action a considérablement augmenté depuis 1990. Il existe aujourd'hui 50 espèces de mauvaise herbe possédant diverses formes de résistance.
- Une bonne gestion des herbicides permet de retarder la résistance à ceux-ci. Il suffit d'utiliser la dose totale d'application du produit, de diversifier les mécanismes d'action à l'intérieur d'une même saison et d'utiliser un herbicide différent d'une saison à l'autre.
- Il sera important de continuer à offrir une formation uniforme dans le domaine, de mener des recherches et de développer de nouvelles options en matière de contrôle des mauvaises herbes.

ÊTRE CONCURRENTIEL SUR LES MARCHÉS INTÉRIEUR ET INTERNATIONAL DANS UNE PÉRIODE DIFFICILE SUR LE PLAN FINANCIER : L'APPROCHE DE LA VIRGINIE-OCCIDENTALE

Keith Burdette, *Virginie-Occidentale*

- Il est impossible de réagir aux difficultés économiques une fois qu'elles apparaissent. Il faut adopter un plan à l'avance afin d'être prêts lorsque les difficultés surgissent.
- On peut avoir une perception claire mais étroite. Il est important de faire preuve d'ouverture.
- Il est important d'assainir les finances afin de pouvoir soutenir le développement et la croissance économiques. Par exemple, il faut un budget équilibré pour réduire stratégiquement les impôts et ainsi favoriser le commerce.
- En Virginie-Occidentale, les impôts en général n'ont pas augmenté depuis 17 ans, même que certains ont été réduits.
- L'exportation crée des emplois.
- Les principales exportations de la Virginie-Occidentale sont le charbon et le plastique.
- Il faut s'attaquer au problème de drogues dans le milieu de travail et à la consommation de drogues au travail.
- En juillet 2012, la Virginie-Occidentale a ajouté un test de dépistage de drogues comme condition préalable à la participation à toute formation subventionnée par l'État.
- Il est important de disposer d'une main-d'œuvre qualifiée et adéquate.

IMPACT DE L'INFRASTRUCTURE SUR LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE

Alex Herrgott, *Chambre de commerce des États-Unis*

- La taxe fédérale sur l'essence n'a pas augmenté depuis 1993, et le pouvoir d'achat a été perdu.
- Plusieurs routes ont été construites il y a 50 ans; leur durée de vie achève. Pourtant, il n'y a aucun fonds de disponible, que ce soit pour leur entretien ou leur réfection.
- Le réseau routier interÉtats appartient au pays, et non aux divers États.
- Il faut agir dès maintenant, car certains projets de transport peuvent prendre beaucoup de temps avant d'être complétés. Il faut résoudre les problèmes d'infrastructure, sinon il faut être prêt à en accepter les conséquences.
- L'agrandissement du canal de Panama changera les structures commerciales.

- Les réseaux intermodaux sont importants pour le transport intérieur de produits et l'exportation.
- Les solutions de financement sont nécessaires, tout comme la confiance envers le financement fédéral futur.
- Les actions soutenues doivent respecter les besoins et priorités.
- Il y a beaucoup de problèmes d'infrastructure, mais peu de solutions.

SÉANCE PLÉNIÈRE

Jennifer Garner, *actrice et productrice*

- Il faut mettre les enfants sur la voie de l'apprentissage.
- Environ 90 % du développement cognitif se produit avant l'âge de 5 ans.
- Les bébés auxquels on ne lit pas et auxquels on ne parle pas finissent par accuser un retard.
- Les mères et leurs bébés doivent établir des liens par le jeu.
- La lecture est extrêmement importante.

Mark Kennedy Shriver, *Save the Children*

- L'éducation préscolaire est extrêmement importante; 40 % des enfants aux États-Unis ne reçoivent pas ce genre d'éducation.
- Au tour de 25 % des enfants aux États-Unis vit dans la pauvreté.
- Fondé en 1932 au Kentucky, Save the Children, se concentre sur l'éducation dans les régions rurales.
- La meilleure façon de développer l'économie, c'est d'investir dans les enfants.
- Des efforts concentrés au cours des cinq premières années de l'enfant produisent de meilleurs résultats, puisque la majeure partie du développement cognitif se fait avant l'âge de cinq ans.

Respectueusement soumis,

L'hon. Janis G. Johnson, sénateur
Vice-présidente
Groupe interparlementaire
Canada-États-Unis

Gord Brown, député
Vice-président
Groupe interparlementaire
Canada-États-Unis

Annexe

ÉTATS MEMBRES DU SOUTHERN LEGISLATIVE CONFERENCE

Alabama
Arkansas
Caroline du Nord
Caroline du Sud
Floride
Géorgie
Kentucky
Louisiane
Mississippi
Missouri
Oklahoma
Tennessee
Texas
Virginie
Virginie-Occidentale

Dépenses de voyage

ASSOCIATION	Groupe interparlementaire Canada-États-Unis
ÉVÉNEMENT	66 ^e réunion annuelle de la « <i>Southern Legislative Conference</i> » (SLC) du « <i>Council of State Governments</i> »
LIEU	Charleston, Virginie-Occidentale, États-Unis
DATES	Du 28 juillet au 1 ^{er} août 2012
DÉLÉGATION	
SÉNAT	L'hon. Céline-Hervieux-Payette, sénateur L'hon. Bob Runciman, sénateur
CHAMBRE DES COMMUNES	M. John Carmichael, député, vice-président
PERSONNEL	Mme June Dewetering, conseillère principale
TRANSPORT	3 435,03 \$
HÉBERGEMENT	2 518,79 \$
ACCUEIL	Ø \$
INDEMNITÉ QUOTIDIENNE	1 309,80 \$
CADEAUX OFFICIELS	Ø \$
DIVERS/DROITS D'INSCRIPTION	7,17 \$
TOTAL	7 270,79 \$